Principaux éléments du texte concernant l'école primaire:

REDÉFINIR LES MISSIONS DE L'ÉCOLE MATERNELLE

« L'école primaire est notre première priorité », souligne le ministre dans ce texte qui précise qu'une « importance particulière » sera accordée « à l'accueil des enfants les plus jeunes, en considérant ceux de moins de trois ans qui doivent être scolarisés dans toutes les zones qui rencontrent le plus de difficultés ». Le ministre indique qu'il « sera nécessaire de clarifier » les « missions » et les « orientations » de l'école maternelle « afin qu'elle ne soit pas une simple préparation à l'école élémentaire mais bien une école des premiers apprentissages et de la confiance en soi ». « C'est par une progressivité bien maîtrisée et par des réponses adaptées à des besoins clairement identifiés que l'école maternelle remplira au mieux sa mission d'épanouissement et de prévention. »

RÉPARTITIONS DES 1 000 POSTES

Le ministre rappelle la création de 1000 nouveaux emplois de professeurs des écoles à la rentrée scolaire et explique que « ces emplois seront mobilisés pour améliorer l'accueil des élèves, favoriser la réussite des élèves les plus en difficulté, en particulier dans les écoles de l'éducation prioritaire et dans les zones rurales isolées ». « Ils permettront de conforter le potentiel de remplacement et de renforcer les dispositifs d'aide aux élèves en difficulté. » En outre, « il faudra, par ces moyens nouveaux et cette amélioration de notre dispositif scolaire, trouver dans les écoles, avec l'aide des équipes de circonscription, les possibilités d'évolution des pratiques pédagogiques et des fonctionnements de chaque cycle ». « Nous souhaitons aussi que, dès cette rentrée, le cours préparatoire ne soit confié qu'à des professeurs dotés d'une expérience d'enseignement et non à des enseignants débutants.»

TRAVAIL EN ÉQUIPE

« L'acquisition des savoirs fondamentaux doit rester l'objectif intangible de l'école primaire », ajoute le texte. « Le travail en équipe doit être encouragé et nous demandons à l'encadrement pédagogique d'accompagner les écoles dans cette ambition. » De plus, « pour l'avenir, en vue de la préparation de la future loi, nous engagerons avec l'ensemble des partenaires une large concertation pour refonder l'évaluation du système éducatif et des acquis des élèves ».

RYTHMES SCOLAIRES

« Dans l'attente des décisions qui seront prises le moment venu pour organiser la mise en place de la semaine de neuf demi-journées, vous veillerez à ce que la pause méridienne ne soit jamais inférieure à quatre-vingt dix minutes dans le premier degré », insiste Vincent Peillon. « Nous souhaitons que chacun prenne une part active dans la concertation à venir sur la réforme des rythmes scolaires. Nous savons que cette réforme est difficile mais essentielle dans l'intérêt des élèves et de leur réussite », juge-t-il.

RÉÉCRITURE DES PROGRAMMES

« Chaque élève doit parvenir à la maîtrise du socle commun au terme de sa scolarité. Certaines de ses composantes seront cependant revues dans le cadre de la future loi », prévient Vincent Peillon. « La réécriture des programmes de l'école primaire et du collège suivra cette révision et se fera dans un cadre concerté, maîtrisé, transparent », explique-t-il. De même, le livret personnel de compétences, « qui reste en l'état pour la prochaine année scolaire, connaîtra des simplifications indispensables et des évolutions pour tenir compte des forces et faiblesses de son format actuel et de son usage ».

NUMÉRIQUE

« Nous veillerons à ce que les outils, contenus et services numériques, soient mis à la disposition des enseignants et plus largement des équipes éducatives, pour enrichir leurs pratiques afin de les aider à répondre aux besoins de leurs élèves », signale Vincent Peillon. Aussi, « la formation des professeurs aux enjeux et aux usages pédagogiques du numérique sera développée ». « Le ministère favorisera la diffusion des usages et la production de

ressources pédagogiques numériques et il en développera la mutualisation. Une concertation sera engagée avec les collectivités locales pour accompagner le développement des usages de l'é-éducation, et en particulier garantir plus efficacement la maintenance des équipements mis à la disposition des établissements. »

ÉVALUATION

« Le décret du 7 mai 2012, relatif à l'évaluation des enseignants, sera abrogé et ne sera donc pas mis en application au 1er septembre 2012. Conçu et publié sans l'adhésion des personnels, ce texte ne permet pas de fonder une évaluation satisfaisante. Pour autant, un simple retour à la situation antérieure n'est pas souhaitable. C'est pourquoi, en concertation avec tous les partenaires concernés, nous préparons de nouvelles dispositions. »

MASTERISATION

« Nous avons l'ambition de réformer totalement la formation des maîtres », souligne Vincent Peillon. « Pour répondre au manque de formation pratique des jeunes enseignants, des mesures d'aménagement de service pour les stagiaires nouvellement recrutés en septembre 2012 seront mises en place dès cette rentrée. »

De plus, « nous mettrons en place les Écoles supérieures du professorat et de l'éducation qui seront opérationnelles dès 2013 ». « Notre engagement est de développer une logique d'entrée progressive dans le métier enseignant par un parcours de professionnalisation. Une personne qui a la vocation d'enseigner doit pouvoir le plus tôt possible être encouragée et soutenue dans cette voie, tant par les bourses de l'enseignement supérieur que par les contrats spécifiques qui seront proposés. »

CARTE SCOLAIRE

En outre, « une évaluation des effets de l'assouplissement de la carte scolaire sera également conduite pour dégager ce que doivent être des modalités véritablement adaptées à un renforcement de la mixité sociale et scolaire ».

SCOLARISATION DES ENFANTS HANDICAPÉS

CRÉATION D'EMPLOIS D'AVS

« Des moyens supplémentaires seront mobilisés, dès la prochaine rentrée, pour la scolarisation des élèves en situation de handicap », indique le document. « Outre les emplois d'assistant de scolarisation supplémentaires d'ores et déjà inscrits en loi de finances, de nouveaux emplois d'AVSI seront créés pour permettre une meilleure couverture des besoins d'accompagnement. »

Sur ce sujet, « les enjeux portent aujourd'hui sur : la qualité de la scolarisation, la formation et l'accompagnement des enseignants comme des AVSI ; la personnalisation des réponses pédagogiques, la validation des compétences (socle commun, compétences professionnelles, etc.), l'accessibilité aux ressources pédagogiques et les certifications », estime le ministre.

FORMATION DES AVS

« Tous les AVSI, quel que soit leur statut, doivent recevoir une formation dès leur prise de fonction », insiste le ministre. « C'est une première étape vers la professionnalisation des personnels chargés de l'accompagnement des élèves en situation de handicap que nous allons engager. Ces formations seront menées en lien avec les grandes associations œuvrant dans le champ du handicap, sur la base d'un référentiel d'activité et d'un cahier des charges rénové ».